

BPI France

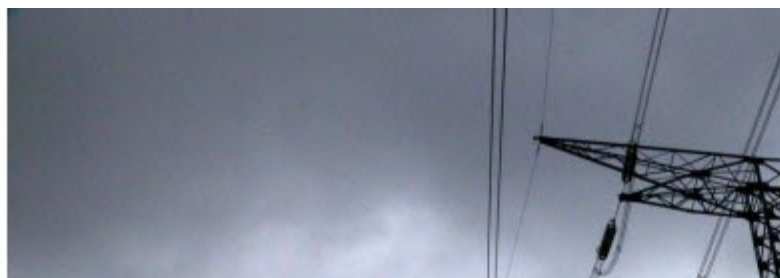
Economie

Energies vertes : y a-t-il de l'électricité dans l'air européen ?

Le sujet peut court-circuiter la présidence française de l'Europe : l'énergie, sa production, nucléaire ou pas, et son prix, qui plombe le pouvoir d'achat. C'est aussi un sujet toujours très politique, nous explique François Gemenne, membre du GIEC, auteur de « Géopolitique du climat » (Ed. Armand Colin).

Par **Propos recueillis par Francis BROCHET** - Aujourd'hui à 07:00 - Temps de lecture : 3 min





Comment expliquer que l'Europe ait autant de mal à dire si le nucléaire et le gaz sont des énergies vertes ?

C'est le résultat d'un jeu de pouvoir entre pays de l'Union européenne. Certains ne sont pas encore prêts à passer pleinement aux énergies renouvelables, et veulent inclure d'autres énergies dans la taxonomie (classification) afin de les faire financer par des fonds européens : l'énergie nucléaire pour les Français, afin de financer les nouveaux EPR, le gaz pour d'autres, en particulier les Polonais, qui le voient une énergie de transition entre le charbon et le renouvelable. Cela crée une sorte d'accord tacite de soutien mutuel entre les deux.

Et les Allemands ?

Le nouveau gouvernement aimerait inclure le gaz, mais il s'oppose à l'inclusion du nucléaire, à la différence du précédent... Ces manœuvres politiques détournent la taxonomie de son objet premier, qui était de financer la transition vers des énergies renouvelables.

Toutes les énergies ont un poids politique...

Oui, et aller vers des énergies renouvelables a des conséquences géopolitiques très importantes. Des pays vont devoir changer de modèle, et au nom de quel droit leur interdire d'exploiter dans leur sous-sol des énergies qui avaient auparavant été exploitées par les

pays développés ? L'illusion est que tout le monde est concerné par le changement climatique et devrait s'unir, mais c'est oublier que les pays n'ont pas le même point de départ, pas le même type de contraintes, et donc pas la même lecture de ce qui serait équitable.

Le nucléaire est-il vert ?

La confirmation est tombée à la veille de Noël : [la Belgique arrêtera ses sept réacteurs nucléaires en 2025](#). Elle suit l'exemple de l'Allemagne, qui fermera toutes ses centrales en 2022, décision prise par Angela Merkel au lendemain de la catastrophe de Fukushima, en 2011. Mais dans le même temps, la France d'Emmanuel Macron annonce la construction de nouvelles centrales, imitée par les Pays-Bas.

Cette divergence majeure empêche de se mettre d'accord sur une question à la fois simple et essentielle : le nucléaire est-il une énergie « verte », nécessaire à la transition des énergies fossiles vers les renouvelables ? La réponse sera dans la « taxonomie » que la Commission européenne devait publier le 22 décembre, reportée à la mi-janvier. Elle dira également si le gaz, défendu par l'Allemagne, doit être inclus dans cette catégorie qui ouvre la porte à d'importants financements européens. Cette « taxonomie » a divisé le dernier Conseil européen, mi-décembre, comme les réformes des marchés de l'électricité et du carbone, qui auront des impacts directs sur la facture énergétique des ménages européens.

Débat des lecteurs

7 débatteurs en ligne

Pour préserver le pouvoir d'achat, faut-il :**Baisser les taxes****Bloquer les prix**69 votes - [Voir le résultat](#)**Thomas Higelin****BAISSER LES TAXES**

Aucune des deux réponses proposées à cette question ne me conviennent. Les taxes sont utiles pour le bon fonctionnement d'un pays si elles sont utilisées...
...Lire plus →

D'où la complexité des négociations climatiques ?

C'est un vrai problème démocratique : ces négociations sont capitales pour toute l'humanité, mais elles sont tellement lentes, complexes, obscures, que très rares sont ceux qui arrivent à comprendre ce qu'il s'y joue. Il faut mettre d'accord 197 pays qui ont des intérêts très différents : la Chine, assise sur de gigantesques réserves de charbon qu'elle veut utiliser pour rattraper l'Europe ou les États-Unis, et Tuvalu, tout petit État insulaire menacé par la moindre hausse du niveau des mers... Et comme les décisions doivent être prises au consensus, le risque est de s'entendre sur le plus petit commun dénominateur, provoquant des déceptions.

Des raisons d'être optimiste, quand même ?

Cette question est un luxe de riches, quand certains sont dans l'urgence... Chaque tonne de CO2 envoyée dans l'atmosphère compte, car chaque dixième de degré supplémentaire entraîne des souffrances et des conséquences géopolitiques dramatiques pour les populations les plus touchées. Mais comme nous savons maintenant que le réchauffement est irréversible, nous mesurons mieux l'importance de chaque dixième de degré. Disons que c'est un optimisme paradoxal.